

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Rififi dans les toilettes aux Finances Publiques. Dans les services centraux, le nombre de toilettes par étage est réduit au minimum réglementaire. A la tour Bretagne, à Nantes, c'est le préfet qui est intervenu pour empêcher une privatisation...

Ça peut servir !

Santé mentale et bien-être des adolescents : l'enquête menée en 2024 auprès de collégiens et lycéens en France hexagonale est publiée [ici](#)

La défenseure des droits publie [un rapport](#) fort complet sur les discriminations au travail.

Agenda militant

Nouvel élan pour les services publics - Lure (12-14 mai 2023) - L'Association Autogestion pense qu'il est nécessaire d'avoir une stratégie autogestionnaire et un projet émancipateur pour rompre avec le système capitaliste. Pour des services publics en autogestion, prise de contact : <https://autogestion.asso.fr/contact/>

Mardi 20 mai

14h30 au Lycée agricole, Dunkerque

« **Histoire(s) d'O... Des bateaux et des Hommes** », Spectacle du Théâtre K Cie

Conte urbain qui se consacre aux métiers de l'ombre des voies d'eau. Un voyage théâtral en amont et aval d'un monde singulier rythmé par le cours de l'eau et le bouillonnement des écluses.



Samedi 24 mai

[Montée au mur des fédérés](#) : rendez-vous à partir de 10h, Place des fêtes (19^{ème} arrondissement) pour quelques heures de fête et de discussions, avant de partir en cortège à 14h30 pour nous rendre au cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux - Paris 20^e - métro Gambetta.

[12 heures pour décrypter le monde qui vient](#) à l'invitation d'Alternative communiste, communistes unitaires, urgence de communisme, nos révolutions.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

Après la fin de la seconde guerre mondiale, les conflits¹ ont continué à secouer le monde. Volonté de domination, politiques coloniales, accaparement des terres et des matières premières sont les raisons essentielles des guerres. Aujourd'hui la guerre génocidaire à Gaza prend une forme de plus en plus effrayante, et la guerre en Ukraine dure depuis maintenant plus de trois ans sur notre continent. Poutine, Netanyahu avec l'appui de Trump, s'affranchissent des règles du droit international et rien ne semble pouvoir les arrêter. **Une fuite en avant totalement irresponsable. Une course vers l'abîme.**

Que les Palestiniens et les Ukrainiens aient le droit de se défendre et que nous les aidions à disposer des moyens pour le faire est vital. Que l'on cède aux logiques de réarmement et de nouvelle phase de militarisation du monde est contraire aux intérêts des peuples lesquels sont intimement liés : ceux du peuple palestinien et ceux du peuple israélien, ceux du peuple ukrainien et ceux des peuples de la Fédération de Russie. Comme ceux de tous les peuples du monde.

Peu de temps avant le 7 octobre, de grandes manifestations avaient lieu en Israël contre la réforme du système judiciaire. En Russie, des mouvements de contestation contre l'inflation, contre le recul de l'âge de départ à la retraite étaient organisés, puis contre l'arrestation de l'opposant Navalny.

Les dictateurs ont besoin des logiques d'affrontement pour étouffer les contestations : la guerre pour avoir la paix sociale. Le capitalisme a besoin des politiques de surarmement pour assouvir sa soif de domination, faire taire les revendications pour les services publics, les droits sociaux et démocratiques. Les multinationales de l'armement ont besoin de l'argent public pour verser des dividendes à leurs actionnaires.

Pourtant des failles apparaissent.

Des manifestations ont lieu en Israël pour contester les choix politiques du gouvernement, des réservistes prennent la parole pour dire leur refus de servir les intérêts de celui-ci. Plus de 250 anciens membres du Mossad, l'agence de renseignement israélienne, demandent l'arrêt immédiat de la guerre à Gaza et la libération des otages.

En Russie difficile aussi de contester le pouvoir. Celles et ceux qui en prennent le risque s'exposent à de lourdes sanctions, comme ces soldats qui ont tenté d'échapper au front. Mais la population russe souhaite majoritairement que les négociations reprennent et que la guerre se termine.

Comme la résistance des peuples palestiniens et ukrainiens ces brèches sont porteuses d'espoir.

L'heure est à construire une nouvelle mondialisation des peuples : en se battant de manière convergente pour leurs droits, ils deviennent force de paix.

● [Sylvie Larue](#)

1. Israël-Palestine, Inde-Pakistan, Indochine, Corée, Algérie, Vietnam, Éthiopie - Érythrée, Liban, Chypre, Angola, Timor Oriental, Afghanistan, Iran-Irak, Panama, Guerre du Golfe, Slovaquie, Croatie, Somalie, Tchétchénie, République démocratique du Congo, Kosovo, Soudan, Yémen, Haut Karabagh...

Séisme bienvenu en Grèce

La Grèce est sur des charbons ardents. Cela va au-delà de ce que l'on appelle traditionnellement « mouvements sociaux ». Se retrouvent : chômeur/ses, salarié/es, soignant/es, enseignant/es, féministes, retraité/es, écologistes, sans papiers, mouvement étudiant, altermondialistes, éléments en quête de radicalité, libertaires et tant d'autres inclassables dans ce type de liste. Une catastrophe ferroviaire (57 morts) est devenue le symbole des vies gâchées par une austérité brutale en matière d'équipements, de manque de personnel mais aussi de salaires, de santé. Même dynamique qu'en Serbie après l'effondrement d'une gare. Symboles d'une politique qui sacrifie les services publics, privatise les bénéfiques (privatisation des ports !) et nationalise ce qui coûte. D'où ce cri : « **vous comptez vos bénéfiques et nous, nous comptons nos vies** ». S'ajoutent le mépris des gouvernants - « beaucoup de bruit alors qu'il y a tant de chose à régler dans le monde » -, la corruption, la volonté d'étouffer les pratiques autogestionnaires. Bonjour à la lutte des classes.

Comme partout, l'amère déception causée par une gauche pusillanime épargnant le capital a ouvert la porte à une droite dure sous influence d'extrême-droite. Notons cependant que pour celles et ceux qui ne s'enferment pas dans le système institutionnel, la mobilisation populaire peut devenir la création d'une communauté. Classe en formation. **Et n'y aurait-il que le capitalisme à pouvoir se mondialiser ou l'anticapitalisme et la quête de solutions ne deviennent-ils pas un trait commun à bien des peuples ?**

● PIERRE ZARKA

Retour vers le futur ??

Tu veux faire quoi toi quand tu seras plus grand-e ?

Princesse ! Pompier ! Astronaute ! Maîtresse...

Élisabeth Borne, Ministre de l'Éducation nationale : « Il faut se préparer très jeune presque depuis la maternelle, à la façon dont on se projette dans une formation et dans un métier demain ». Ben voyons... remonter à la maternelle, Sarkozy y avait pensé aussi : en 2005, s'appuyant sur un rapport de l'Inserm qui préconisait « le repérage des perturbations du comportement dès la crèche et l'école maternelle », il proposait de fichier les petits. Car les colères des petits, dès trois ans, pouvaient « prédire » la future délinquance. Une pétition de plus de 200 000 signatures avait clos le débat.

Mais régulièrement, on nous rallonge la même sauce : dès le départ, tout est joué. La délinquance, la violence, l'orientation. Sauf pour les cols blancs. Leurs enfants sont toujours protégés.

« Notre problème c'est la question globale de l'orientation » dit-elle. Mais pas les réformes, évidemment. Allons, Mme Borne... notre problème, ce ne serait pas plutôt l'accès de toutes et tous à une éducation émancipatrice, génératrice de citoyen-nés éclairé-es ? Notre problème, ce ne serait pas plutôt de résoudre les inégalités d'accès aux savoirs ? Notre problème ce n'est pas la reproduction des inégalités sociales, répercutées en inégalités scolaires ?

Non, bien-sûr. Le but, c'est de mettre les classes populaires au travail le plus vite possible, sans faire d'études.

Classes laborieuses, soyons méfiants.

Classes laborieuses savantes, danger imminent !

Le propos, d'une bêtise crasse, est révélateur d'un schéma de pensée. Orienter le plus tôt possible, c'est organiser un tri. Du parcours avenir (de la 6ème à la terminale) à Parcours SUP, on oblige chaque élève à penser une orientation en fonction de ses possibilités du moment. Et nous (enseignant-es) participons bon gré mal gré à ce dispositif. Des difficultés au collège ? Il faut réfléchir à un projet professionnel. Réussite ? Pas de projet professionnel ? Rien de grave. Tu choisiras plus tard.

Le vrai problème, Mme Borne, c'est de trouver comment créer les conditions pour que chaque enfant trouve, à chaque instant, la motivation d'apprendre, sans instrumentaliser savoir, savoir faire, savoir être. Pour que chaque enfant comprenne le plaisir d'apprendre.

Et que TOUS et TOUTES grandissent et sourient « avec des dents d'une égale blancheur ».

● ALEXANDRA PICHARDIE - SYLVIE LARUE



États-Unis : premières mobilisations anti-Trump



Le 5 avril, des millions de personnes dans 50 États américains ont participé à 1 600 manifestations dans les grandes et petites villes pour protester contre Trump. Les manifestations « Bas les pattes », les plus importantes jamais organisées contre Trump. À New York, quelque 50 000 personnes ont participé à une marche. Les manifestations avaient été appelées par diverses organisations, notamment comme le Réseau des syndicalistes fédéraux, ainsi que des groupes de défense de l'environnement ou des droits civiques. Mais les plus grands syndicats n'ont pas mobilisé, même si des fonctionnaires fédéraux, dont beaucoup ont été récemment licenciés, ont rejoint les manifestations. Selon Dan La Botz, syndicaliste retraité « ces manifestations ont constitué une avancée significative, mais les grands syndicats ne sont pas encore véritablement engagés dans la lutte, et il n'existe pas de direction commune ni de consensus sur la question de savoir si le parti démocrate ou les manifestations de masse représentent la voie à suivre. La gauche n'est que faiblement présente et joue un rôle limité jusqu'à présent... il n'existe pas encore de conception claire au sein des syndicats, et encore moins au sein de la classe ouvrière dans son ensemble, que Trump représente une menace nouvelle et différente. Un autoritarisme tendant vers le fascisme, auquel il faut

résister à tout prix et dont la défaite nécessitera un mouvement ouvrier uni, porteur d'une vision alternative ».

Depuis de nombreuses autres mobilisations ont eu lieu. Mi-avril, les syndicats du Kentucky se sont mobilisés pour empêcher l'expulsion de deux cents travailleurs immigrés originaires de Cuba, du Nicaragua, d'Haïti et du Venezuela. Ils ont reçu un soutien massif de leur syndicat et du mouvement syndical local. Ils sont membres de la section locale de l'IUE-CWA. Que 97 % des 5 700 travailleurs de leur usine soient syndiqués a aidé à la mobilisation. De leur côté, des grandes villes aux petites villes, les postiers ont organisé 500 rassemblements à travers le pays pour défendre le service public contre la privatisation voulue par Musk. « **À qui appartient le service postal ? » scandaient les travailleurs à New York : « Le service postal appartient au peuple ! »** Une manifestation à Detroit, probablement la première jamais organisée par la section 1 du syndicat des postiers, le NALC, a rassemblé 300 facteurs enthousiastes et leurs familles. « C'est mon premier rassemblement, et ce ne sera pas le dernier », a déclaré une factrice. Pendant ce temps, les attaques de l'administration Trump contre les travailleurs du reste du secteur fédéral atteignent leur paroxysme. Un décret, publié le 27 mars, vise à supprimer les droits limités à la négociation collective dans le secteur public. Quatre projets de loi actuellement à l'étude à la Chambre des représentants supprimeront d'autres droits syndicaux. Plus de 260.000 agents fédéraux ont déjà été licenciés.



● PATRICK LE TRÉHONDAT



PAS DE PAIX SANS JUSTICE SOCIALE

Il y a trois ans l'armée russe envahit l'Ukraine et occupe depuis une partie de son territoire après avoir annexé la Crimée. Depuis le 7 octobre, Israël mène une guerre génocidaire à Gaza de plus en plus effroyable. D'autres conflits secouent la planète.

Pourquoi cette logique de guerre et de développement d'un climat mondial d'insécurité ?

Comment construire une sécurité collective européenne et mondiale ?

Ne faut-il pas ouvrir la voie d'un nouvel internationalisme ? Redéfinir un nouvel imaginaire de paix ?

UN NOUVEL IMAGINAIRE DE PAIX

Sous la pression des Américains et de la menace Russe, les classes dirigeantes sonnent l'alarme et appellent à un réarmement généralisé. Les peuples d'Europe sont désormais confrontés à un possible conflit d'ampleur sur le sol même européen. La gauche est devant un choix crucial et face à ce défi les gauches ouest-européennes devraient s'opposer à toute volonté belliciste, et se battre résolument pour la paix. Et cela appelle un nouvel imaginaire de paix.

Poser la question de la défense, c'est interroger les réalités des menaces, leurs natures (non exclusivement militaires) et surtout désigner de potentiels agresseurs et la variété des agressions (militaires, économiques, anti-démocratiques).

A qui profite la guerre ? Au détriment de qui et de quoi se fait-elle ?

Le réarmement généralisé ne devient-il pas le nouveau prétexte pour justifier la poursuite voire l'amplification des politiques anti-sociales ? Un « réarmement » aux dépens des acquis sociaux, n'est-ce pas désarmer les peuples ? La lutte et la défaite de l'occupant nazie ont été liées au programme du CNR qui en a été la matrice et le produit historique.

Le capitalisme en crise ne voit-il pas dans le réarmement son salut ? Le complexe militaro-industriel s'impatiente de juteux profits attendus de la nouvelle situation internationale.

Peut-on aborder un tel enjeu sans mesurer les impacts éco-climatiques ? Sans proposer un autre mode de durabilité productive, économique un autre respect du vivant ?

Comment interroger la politique militaire de la France ?

Doit-on pour autant défendre un statu-quo en matière militaire ? Ou le contester afin d'offrir une véritable alternative aux questions de défense et obtenir que les peuples décident eux-mêmes de leur avenir ?

Vers un nouveau monde en commun ?

Plus largement la question de la sécurité collective européenne et mondiale ne peut être que le fruit de relations entre les peuples qui se reconnaissent dans un intérêt commun dans un monde débarrassé des guerres et de toutes les formes de nationalismes. Les chemins de cette construction sont incer-

tains et à explorer ensemble. **Il est possible d'en ouvrir la voie, notamment par la pratique d'un internationalisme par en bas qui construise des ponts actifs entre les peuples.**

La commission internationale d'Ensemble a souhaité réagir à l'édito d'avril, et considère qu'il faut se préparer à une guerre de défense et y consacrer les moyens nécessaires. **Loïc Daguzan** dénonce les coupes sombres dans les budgets sociaux réalisés au nom d'un réarmement massif très coûteux.

Face à un capitalisme plus sauvage, plus violent, plus décomplexé, il nous appartient de reconquérir la paix, la justice sociale, déclare **Ophélie Gath**. **Josiane Zarka** souhaite réfléchir à une autre conception de la sécurité européenne et mondiale en liant justice sociale, écologie, démocratie et convergence des peuples. **Christian Mahieux** pose la question de savoir qui décide des choix en matière de défense.

Patrick Le Tréhondat montre à travers plusieurs exemples l'importance d'analyser les conflits à travers le prisme de la lutte des classes. **Ignacy Józwiak**, sociologue et anthropologue polonais réinterroge le concept de paix et préfère parler de justice et de lutte contre l'oppression et l'exploitation. Pour **Yana Wolf** féministe ukrainienne, pas de paix possible sans contestation des logiques capitalistes. **Martine Boudet** pointe les liens entre patriarcat et « culture de violence » et souligne l'importance des luttes féministes dans la construction de l'alternative.

Christian Laval considère que l'internationalisme organisé du passé n'est plus suffisant et appelle à développer des formes politiques qui dessinent déjà des institutions d'auto-gouvernement.

Enfin, **Catherine Destom-Bottin** nous rappelle qu'il y a 70 ans se tenait la conférence de Bandung, évènement en phase avec la montée du processus de décolonisation, incontournable pour une paix juste et durable.

Un dossier riche auquel il faudra donner suite.

● L'équipe de rédaction

PLUS QUE JAMAIS LA PAIX ?

Il nous paraît impossible de consacrer un éditorial à la paix sans mentionner d'une façon ou d'une autre la guerre d'agression à laquelle est confronté le peuple ukrainien. D'où, la réaction à chaud à un texte quelque peu lunaire, ne tenant pas compte de ce qui se passe ici et maintenant. D'où aussi cette réponse à votre invitation à écrire une contribution sur le sujet. Trois ans depuis ce funeste 24 février qui vit la soldatesque aux ordres de Poutine envahir l'Ukraine. Pour un terrible bilan ! Près de 200 000 victimes sur le front, dont 70 000 tués. Voilà l'abominable bilan humain d'une guerre d'agression, produit des obsessions d'un autocrate et de son rêve d'expansion

« **Plus que jamais la paix** » ? **Oui, bien sûr ! Mais quelle paix ?** À un peuple qui se bat avec un héroïsme admirable on ne proposerait qu'une seule perspective, « plus que jamais la paix » ? Et on ne proposerait aux militant.es engagés dans le soutien à la résistance ukrainienne que ce seul mot d'ordre ? La paix, mais quelle paix ? Accepter les annexions ? Céder aux diktats du Kremlin ? Ne serait-ce pas une capitulation ? Inacceptable, car en Ukraine, comme en Palestine, l'occupation est un crime !

Nous pensons au contraire qu'il faut plus que jamais donner aux Ukrainien.es les moyens de continuer à se battre. Et donc de produire eux-mêmes les armes dont ils ont besoin et livrer massivement celles que les États-Unis sont en passe de ne plus leur fournir. S'il est vrai que l'Europe dispose de capacités suffisantes pour produire et expédier ces armes, croire que cela peut se faire sans adaptation et sans prendre du temps, ce serait entretenir une illusion à la fois factuelle et temporelle, comme l'a montré, en France, la réorganisation de la production d'obus pour l'Ukraine dont cette guerre d'attrition fait une consommation effrayante.

Mais il y a plus. Si, comme nous sommes en droit de le craindre, il existe, comme vous l'écrivez dans votre invitation, une « menace russe » qui pèse à l'évidence sur les pays de l'ex-glacis soviétique n'est-ce pas une incontournable donnée ? Sauf à considérer que le sort des pays baltes, entre autres, ne nous concerne pas ! Le niveau de conflictualité est désormais tel, que nous sommes d'ores et déjà en présence, sous de multiples formes, d'une « guerre avant la guerre », une « guerre hybride ». **C'est dans ce contexte de défense à double détente – Ukraine et Europe - que la question de la production d'armes et du réarmement se pose.**

Comment songer à aider l'Ukraine sans faire payer les avoires russes ? Comment passer à une production de masse des



armes nécessaires à la résistance ukrainienne en évitant de tomber dans le piège d'un réarmement généralisé voulu par les lobbies militaires et les grands groupes capitalistes de l'armement sans mettre en avant la nationalisation de celles-ci ? Comment accepter l'augmentation des crédits militaires sans exiger que soient mis à contribution les milliardaires et non la société ? Comment accepter une augmentation des effectifs – surtout concernant l'armée de terre – et un renforcement en matériel pour faire face, si elle nous est imposée, à une guerre à haute intensité sans promouvoir un autre modèle d'armée ? Une armée populaire et démocratique.

Vous écrivez, non sans raison, « jamais et nulle part on a eu la paix en préparant la guerre ». Mais dans le contexte d'une guerre qui risque de nous être imposée, ne devrait-on pas écrire plutôt avec raison, éloigner une guerre d'agression « en se préparant » à une guerre de défense ?

● **L'équipe d'animation de la Commission internationale d'Ensemble !**

Mouvement pour une Alternative de Gauche, Écologiste et Sociale

26 avril 2025

PAS DE PAIX SANS JUSTICE SOCIALE

Au mépris du droit international et du droit des peuples à l'autodétermination, l'heure est à la guerre à Gaza, au Soudan, en Ukraine et dans d'autres régions du monde. Menées au nom de logiques d'agression et d'appropriation des ressources et des territoires, les guerres ont toujours les mêmes effets sur les populations : des cohortes de morts, de blessés, de veuves et d'orphelins.

Rarement dans l'histoire moderne, l'exigence d'une paix juste et durable, passant par des cessez-le-feu immédiats pour mettre fin à tous les conflits, aura été aussi forte. Les meurtres de masse, à l'Est de l'Europe, au Moyen-Orient ou en Afrique doivent cesser au plus tôt. En France, le président Emmanuel Macron et le gouvernement Bayrou se servent de la situation internationale pour justifier des reculs sociaux. Le « *conclave* » sur les retraites ouvert par le premier ministre a été torpillé par ce dernier qui veut fermer la porte à une remise en cause des 64 ans pour l'âge de départ en retraite au nom du « **contexte international** ».

Une politique de réarmement massif, présentée comme absolument incontournable face à la montée en puissance de l'armée russe et à la politique de désengagement militaire américaine attendue en Europe, conduit le président et le gouvernement - pourtant dépourvu de majorité à l'Assemblée nationale - à envisager sérieusement de mener une politique de casse sociale dès cette année et dans les années à venir.

On parle déjà d'introduction de la capitalisation en matière de retraite, de démantèlement des services publics et d'une revue générale des dépenses de l'État, d'une remise en cause du niveau des dépenses sociales de toutes natures et des dépenses des collectivités locales qui jouent, bien souvent, le rôle d'amortisseur social ... Déjà, notre région, l'Île-de-France n'est pas épargnée par les mesures antisociales à travers le démantèlement des services publics (fermetures d'hôpitaux publics, de services et de centres municipaux de santé, détérioration des conditions de scolarité par un manque criant de moyens, baisse drastique des budgets pour l'aide à l'enfance ou ceux de la Culture ...).

Du côté de la Commission européenne, le constat est sans appel : les pays de l'UE doivent investir davantage, vite et



mieux pour assurer leur défense. Ces orientations seraient financées grâce au plan « **Réarme Europe** » (Réarmer l'Europe), qui mobiliserait jusqu'à '800 milliards d'euros' afin de renforcer les capacités de défense européennes d'ici à 2030.

Qui va payer, au bout du compte, ces 800 milliards d'euros versés aux industriels de l'armement ? Comme toujours les populations les plus pauvres seront les premières visées à travers la réduction des budgets sociaux.

Le camp du progrès - celui des syndicats, des associations citoyennes, de la gauche politique - doit impérativement se rassembler et se mobiliser pour ne pas laisser les intérêts économiques, financiers et industriels imposer leurs choix à nos dirigeants d'abord et au pays tout entier ensuite.

Il y a là une véritable urgence car on sent bien du côté de nos gouvernants une volonté d'engager le pays, sans débat national public et préalable, sur la voie d'un réarmement massif extrêmement coûteux. Les budgets militaires annoncés se chiffrent en centaines de milliards d'euros. Le président Emmanuel Macron a évoqué devant les partis, réunis jeudi

20 février au matin à l'Élysée, l'idée de passer de 2,1% à 5% du PIB les dépenses militaires de la France.

L'heure est donc au rassemblement et à la mobilisation pour la sauvegarde de notre modèle social (services publics et sécurité sociale dans toutes ses composantes) non seulement en contestant les choix annoncés par nos gouvernants mais aussi en élaborant collectivement, en France et en Europe, des réponses crédibles en matière de sécurité collective.

Ces réponses doivent être soutenables financièrement et respectueuses des impératifs sociaux et écologiques qui ne sauraient être mis au rebut au nom du réarmement. Si un tel programme peut paraître, aujourd'hui, incertain dans sa réalisation concrète, c'est le seul qui mérite d'être réellement exploré et approfondi car c'est le seul qui vise à respecter pleinement l'intérêt général des populations, notamment des populations les plus fragiles.

● **Loïc Daguzan**

Représentant INDECOSA-CGT
Après du Conseil national de la consommation

Président INDECOSA-CGT Paris



©ceriseslacooperative - Rennes, 22 mars 2025

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

Si, dans notre camp social, chacun-e exhorte le trumpisme libertarien et cynique, il existe différentes approches relatives aux enjeux internationaux, à la responsabilité des différentes puissances dans les guerres, au rôle de l'Union européenne dans ces logiques, aux volontés de défense et de sécurité européennes... Entre une position qui prône le réarmement conjuguée à l'aggravation de l'austérité et des politiques antisociales, et une autre, qui ne combattrait que l'impérialisme trumpiste, on voit à quel point les approches sont dissensuelles et questionnent.

Le contexte international exacerbe les tensions entre les états. La politique de Trump revoit la question même de la démocratie, en installant une sorte de loi du plus fort, conjuguée à une revisite et une réécriture perpétuelle de l'Histoire des démocraties, de déni des réalités sociales et écologiques. La géopolitique mondiale est désormais autoritaire, intolérante, brutale, nationaliste.

Quelles réponses de l'Europe face aux attaques ?

Par son plan « Réarmer l'Europe », l'Union européenne souhaite devenir une puissance militaire pour elle-même, plus qu'un soutien aux peuples opprimés. Cette politique entraîne un accroissement des budgets militaires, sans pour autant mettre à contribution les plus riches. Ce financement s'appuie sur deux piliers. Le premier consiste en un renforcement de l'austérité budgétaire qui, concrètement, s'accompagne de réformes et de coupes budgétaires qui cassent les solidarités, accroissent les inégalités et empêchent une véritable transition écologique. Le second prend la forme d'attaques farouches contre les droits fondamentaux et les libertés publiques. A l'argument de la sécurité s'est ajouté celui du risque de guerre.

Comment être pacifiste dans un tel contexte ?

Il nous faut être pleinement conscient-es du nécessaire soutien aux peuples qui subissent des attaques. Cela passe nécessairement par la possibilité d'armer celles et ceux qui doivent se défendre face aux agressions et pour les dissuader.

Ce postulat posé, il faut repenser une politique de défense, qui ne s'appuie pas sur une hausse des budgets dédiés mais sur un contrôle démocratique des productions, sur leurs desseins, et bien sûr sur le fait qu'elles ne génèrent plus de profits. Tout cela doit nécessairement s'accompagner d'une part, de la prise en charge collective des besoins sociaux et environnementaux et d'autre part, du renforcement des solidarités ? Il nous appartient également de réfléchir à la façon dont nous considérons aujourd'hui notre altermondialisme, qui avec nos partenaires, devrait reposer sur la paix, les solidarités et garantir les sécurités collectives.

Syndicalement, il nous réfléchir à quelle union européenne nous voulons. Notre Europe et pas la leur.

Nous vivons un contexte singulier, quasi inédit qui voit l'échec des politiques néolibérales et du capitalisme.

Les marges pour créer plus de richesses et dégager plus de profits s'épuisent sur une planète toujours plus accaparée.

Il nous appartient de reconquérir la paix, la justice sociale



©ceriseslacooperative - Rennes, 8 mars 2025

Pour survivre, le capitalisme devient plus sauvage, plus violent, plus décomplexé. Il doit s'affranchir des normes, piétiner les fondements démocratiques, balayer les politiques protectrices.

Pour essayer de convaincre, et c'est bien la période que nous vivons ici et ailleurs, il doit s'appuyer sur un système de médias, de lobbys et un discours qui attisent les haines, développent les peurs et assènent des culpabilités.

Il nous appartient de reconquérir la paix, la justice sociale et ne pas attendre de vivre sur une planète morte en martelant, sur la base de notre projet de transformation sociale, qu'un autre monde est possible.

● Ophélie Gath

MENACE DE GUERRE : COMMENT L’AFFRONTER ?

Selon ses dirigeants, il serait urgent de mettre l'Europe en « économie de guerre » pour remplacer le « parapluie » américain et se défendre contre la « menace existentielle » que constituerait la Russie pour l'Europe entière. On peut s'interroger sur la part de danger réel et la part de manœuvre politique. Autant les États européens doivent aider l'Ukraine à se défendre, autant le surarmement général ne se justifie pas. Les stocks d'armes de défense aérienne de tous les États européens suffiraient à protéger les villes ukrainiennes et, pour l'aider, il existe d'autres moyens notamment l'annulation de sa dette et la confiscation des avoirs russes...

A qui profite la guerre ou la menace de guerre ?

La guerre promet de juteux profits aux classes dirigeantes en difficulté économique et en perte de légitimité. C'est probablement la vraie raison pour laquelle D. Trump et les dirigeants européens veulent accroître les dépenses militaires en Europe alors que ces dernières ont déjà augmenté de plus de 30% ces deux dernières années, et que, parmi les 9 pays qui exportent le plus d'armes dans le monde, 5 appartiennent à l'UE et au Royaume Uni !

Quant à notre autonomie vis-à-vis des États-Unis, c'est un leurre : le complexe militaro-industriel est désormais transatlantique. Les grandes entreprises d'armement des deux côtés de l'Atlantique sont imbriquées et appartiennent aux mêmes fonds européens et surtout américains dont Black Rock. Leurs dirigeants orientent la politique de défense européenne au sein d'un Groupe de recherche créé en 2015 (GoP).

Les milieux dominants sont tentés d'utiliser leur force militaire pour réaffirmer leurs ambitions impérialistes et coloniales afin d'accaparer les ressources énergétiques et remettre en cause l'État social et l'État de droit issu du rapport de force de l'après-guerre. Les menaces contre le Canada, le Groenland, la collusion Trump-Poutine, le soutien aux menées génocidaires d'Israël en sont les illustrations.

La véritable sécurité d'une nation articule la sécurité sociale, écologique et physique. Les guerres, en Ukraine et ailleurs ont contribué à écarter ces enjeux vitaux du débat public. **Les classes dirigeantes en plongeant les peuples dans la peur, espèrent les détourner de la défense de leurs exigences sociales et écologiques.** M. Rutte, S.G de l'OTAN

suggère que les États de l'UE financent leur défense en réduisant les services de santé ou de sécurité sociale. Cette régression désarmerait les peuples et renforcerait l'extrême-droite. Dans ces conditions, comme le dit Hanna Perekhoda¹ « *il faut rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale* ». Les citoyen(ne)s doivent se réapproprier la politique de défense et envisager notamment la socialisation de l'industrie de l'armement, une réorientation des missions de défense et une démocratisation de l'armée. Plus fondamentalement, ils doivent réfléchir à une autre conception de la sécurité européenne et mondiale : **L'action pour la justice sociale, pour la planète et la démocratie peut faire converger les peuples qui ont des intérêts communs et générer ainsi une capacité nouvelle d'imposer la paix.** Une mondialisation des mouvements populaires est déjà en germe. Cette alternative devrait faire l'objet d'un débat démocratique qui ne dépende pas d'une poignée de décideurs dont il faut mesurer combien leur politique de « défense » est en vérité dirigé contre les peuples.

● Josiane Zarka

Les pays avec les plus fortes dépenses militaires

Pays avec les dépenses militaires les plus élevées au cours de l'année 2024 (en milliards de dollars US)*



Estimations pour la Chine, la Russie et l'Arabie saoudite
Source : SIPRI



statista

1. Hanna Perekhoda, membre de Sotsialnyi Rukh. Adresses- Internationalisme et Démocratie n°11.

« POUR LA PAIX » ; COMME TOUT LE MONDE ?

L'intitulé qui invite au débat débute ainsi : « Sous la pression des Américains et de la menace russe les classes dirigeantes sonnent l'alarme et appellent à un réarmement généralisé ». Cela me paraît partiellement erroné. Appel à un réarmement généralisé, il y a bien, mais de quelles pressions, menace et alarme parle-t-on ? Faut-il en rester au terme « pression » à propos des États-Unis quand ceux-ci ont déclenché une nouvelle phase de la guerre économique mondiale, sans parler de la guerre militaire menée, via l'état israélien, contre le peuple palestinien ? Pourquoi s'en tenir à une « menace » russe, alors que cela fait plus de trois ans que l'armée russe a envahi l'Ukraine et occupé une partie de son territoire, poursuivant « à grande échelle » l'occupation militaire et l'annexion de la Crimée en 2014 ?

Il n'y a pas une menace, il y a une guerre menée par l'État russe. Quant aux dirigeants européens, en quoi peut-on dire qu'ils/elles « sonnent l'alarme » ? Ils et elles continuent à soutenir la guerre contre le peuple palestinien, en livrant des armes à l'État génocidaire israélien pour certains, en refusant à tout le moins de condamner celui-ci pour les autres, en n'envisageant pas la moindre sanction à son égard. Ils et elles ne prennent pas les moyens de faire cesser la guerre russe en Ukraine, en refusant, depuis maintenant plus de 1 000 jours, de donner les moyens nécessaires à la résistance ukrainienne et d'utiliser pour cela, par exemple, les 210 milliards d'euros d'avoirs russes qui sont dans les banques européennes.

Aucune paix durable ne peut exister ainsi

Les guerres, qui ne se limitent d'ailleurs à la Palestine et à l'Ukraine, se poursuivent. On ne compte plus les voix « pour la paix » ; tout le monde est « pour la paix » : à commencer par ceux qui déclenchent les guerres et les entretiennent. Sont aussi « pour la paix », ceux et celles qui proposent aux peuples agressés de se soumettre aux forces d'occupation : que les Ukrainiens et Ukrainiennes acceptent d'être expulsés d'une partie de leur territoire et que leurs enfants soient « russifiés » et enfin nous aurons la paix ! Après tout, que la population palestinienne non encore exterminée renonce à vivre sur le sol colonisé par l'État israélien et là aussi, peut-être, y aura-t-il la paix ? Outre l'hypocrisie de ces positions, les expériences historiques et l'analyse matérialiste des faits montrent qu'aucune paix durable ne peut exister ainsi.

La guerre, les guerres demeurent. Mais ne faudrait-il pas se demander si se préoccuper de la paix seulement lorsqu'il y a la guerre n'est pas trop tard ? Le désarmement, les combats contre la militarisation, le contrôle de la production et de l'utilisation du matériel potentiellement militaire, le soutien aux luttes des soldats, des objecteurs de conscience, des insoumis, des déserteurs, les moyens de défense, ... qui s'en soucie dans la durée parmi nos organisations à vocation émancipatrice, syndicats, partis, mouvements, associations ?

Les dirigeants européens parlent de « menace de guerre ». C'est un étrange rapport à la réalité. La guerre ne menace pas, elle est là. En Palestine, en Ukraine, mais aussi au Soudan, au Yémen, au Cachemire, en Birmanie, au Kurdistan, ...

La menace est une notion eurocentrée, non internationaliste. Mais nous sommes en Europe et il est vrai que le contexte sert de prétexte à une relance de discours guerriers, dont les objectifs premiers ne sont pas la défense collec-



tive des populations mais le profit pour la minorité qui s'enrichit à travers la production et les ventes d'armes. Production qui ne sera pas destinée à aider l'Ukraine contrairement à ce qui est parfois dit, puisque les conséquences du réarmement tel qu'annoncé ne se traduiraient pas avant de nombreuses années et que la majeure partie des demandes ukrainiennes pourrait être satisfaite avec ce qui existe aujourd'hui.

Cela nous exonère-t-il de réfléchir à cette autodéfense populaire justement ? Comment faire en sorte qu'elle soit efficace, sans être assujettie à des systèmes que seuls des États très puissants, et de fait impérialistes, peuvent contrôler ? Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes passe aussi par ces deux exigences. Il s'agit bien du droit des peuples : à cet égard, celles et ceux qui parlent d'indépendance nationale doivent clarifier le sujet ; s'agit-il de l'État colonial français, qui garde la mainmise sur la Kanaky, Mayotte, la Guadeloupe, la Martinique, etc. ? Dans une perspective contraire, émancipatrice, qui décide de quoi en matière de défense ? Comment les choix sont-ils faits ? Comment lier démocratie et défense ? Égalité sociale et défense ? Écologie et défense ? Bien des questions qui méritent discussions et réponses au sein des collectifs et organisations se situant dans une perspective émancipatrice. Discussions et réponses qui doivent se situer dans un cadre international, c'est la moindre des choses pour des internationalistes.

● Christian Mahieux



Manifestation contre la guerre du Viêt Nam à Chicago le 10 août 1968.

PAIX IMPÉRIALE OU PAIX POPULAIRE ?

Mars 1871 : les femmes de Paris s'opposent à la saisie des canons achetés par le peuple pour se défendre de l'envahisseur prussien. Je valide. 5 décennies plus tard, boucherie de la guerre inter-impérialiste de 14-18. Je ne valide pas. 2 décennies plus tard, la révolution espagnole réclame des armes, des travailleurs du monde entier s'engagent dans les brigades internationales. Je valide. 5 ans plus tard, la résistance armée antinazie en France est notamment armée par l'Angleterre coloniale qui domine l'Inde. Malgré tout, je valide. Années 1950, guerre coloniale d'Algérie. Je ne valide pas. Guerre du Vietnam, soutien à la lutte armée du peuple vietnamien et pour la défaite de l'impérialisme américain. Je valide. 1^{er} janvier 1994, insurrection au Chiapas sous la conduite du sous-commandant Marcos et de l'Armée zapatiste de libération nationale. Je

valide. 1991 et 2003, guerres d'Irak. Je ne valide pas. 2011, guerre et création du *Rojava*, la zone autonome kurde du nord-est de la Syrie. Je valide. Février 2022, début de la lutte armée du peuple ukrainien contre l'agresseur russe. Je valide. Massacres permanents à Gaza par l'armée israélienne. Je ne valide pas, désespéré et horrifié. Au terme de ce cheminement historique apparemment contradictoire du point de vue de la recherche de la « paix », que conclure ?

Que les affrontements sociaux (et de classe) se prolongent dans des guerres, moyens que choisissent les classes réactionnaires pour mener leur lutte et le maintien de leur domination, lorsqu'elles ne voient plus d'autres solutions. Que face à ces choix, le mouvement ouvrier et les mouvements d'éman-

icipation doivent résister en cas d'agression et ne peuvent pas rester spectateurs ou passifs. **Le choix du recours aux armes est déterminé par la nature sociale et politique de la guerre : lutte de libération nationale ou guerre impérialiste ou coloniale ?** Notre objectif doit être de restaurer la paix mais pas une paix impériale, grosse de nouveaux conflits à venir mais une paix populaire respectueuse des droits des peuples, de leurs droits démocratiques et sociaux. Le traité de « paix » de Versailles, conjuguée à la défaite de la révolution allemande, a nourri le nazisme. La Résistance aboutissant à la Libération en 1945, qui a produit le programme du

**une défaite ukrainienne
pèserait lourdement
sur nos épaules**

CNR, a permis l'instauration de la paix et des avancées sociales impensables en 1939. Aujourd'hui, en Europe, **la résistance ukrainienne est une résistance anti-impérialiste et antifasciste, mais aussi une lutte pour la démocratie et la défense des acquis sociaux.** Dans les années 1930, la défaite de la révolution espagnole a eu de tragiques conséquences sur le continent européen. Il est probable que la Seconde Guerre a commencé dans les faubourgs de Barcelone. Déjà à l'époque, une certaine gauche tergiversait à soutenir la République espagnole, à lui apporter l'aide militaire dont elle avait besoin, alors que la réaction franquiste était soutenue sans réserve par l'Allemagne nazie et l'Italie mussolinienne. Ici même, en France, une défaite ukrainienne pèserait lourdement sur nos épaules. Elle conduirait au renforcement des blocs militaires et à une période d'affrontements permanents qui ne serait pas favorable aux partisans/nes de l'émancipation.

● Patrick Le Tréhondat



QUAND IL EST DÉJÀ TROP TARD POUR « ARRÊTER LA GUERRE » – QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA « PAIX » ET « L'ORDRE »

« L'ordre règne à Varsovie ! » annonçait le ministre français Horace Sébastiani en septembre 1832 après que l'armée impériale russe eut pacifié le soulèvement polonais et que les classes dirigeantes européennes purent pousser un soupir de soulagement. Trente-neuf ans plus tard, « l'ordre régnait à nouveau à Paris » après la répression de la Commune et l'exécution de milliers de ses participants, au grand soulagement des cours royales de Russie, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Afin de garantir davantage la « paix durable », entre 1891 et 1893, la France et la Russie signèrent des accords politiques et militaires. **Inutile de dire que « l'ordre » n'était pas dans l'intérêt du peuple, pas plus que la « paix » qui suivit.** Ce type d'exemples est légion dans l'histoire :

la chute de la République espagnole en 1938 (précédée par la répression des conseils ouvriers et paysans et des milices armées par le gouvernement républicain) ; la partition de la Tchécoslovaquie en 1938, la chute de la Pologne en 1939, la chute de Paris en 1940, etc. **Ces événements historiques bien connus mettent en évidence une vérité évidente : ni la « paix » ni « l'ordre » ne sont pas toujours, et par défaut ; « bons » ou bénéfiques pour la classe ouvrière.**

Lorsque, en 2001 et 2003, nous (moi-même et de nombreux amis et camarades) avons protesté contre les invasions américaines en Afghanistan et en Irak (et la participation de l'armée polonaise à ces actes de terrorisme d'État), il

était évident que « mettre fin à la guerre » ne suffisait pas pour résoudre le problème des dictatures, des génocides et des inégalités sociales. Il ne s'agissait pas (ou du moins pas uniquement) de « paix » (absence de guerre). Il s'agissait de l'offensive militaire menée par l'armée américaine et ses alliés (dont la Pologne était l'un des plus fidèles) dans leur compétition mondiale pour les ressources, les routes commerciales et le contrôle politique. Après vingt ans, nous avons également tendance à oublier que la Russie de Poutine était pleinement favorable à la « guerre mondiale contre le terrorisme » et qu'il y a quelques années seulement, elle avait lancé une guerre génocidaire contre les Tchétchènes, alors qualifiés d'« islamistes » et de « terroristes ».

Qui oserait qualifier de « paisible » la situation à Paris ou à Varsovie entre 1940 et 1944 ? La « paix » régnera-t-elle sur les ruines de Gaza (ou dans les stations balnéaires généreusement proposées par Trump) ? Peut-on parler de « paix » dans la ville de Marioupol, où les autorités d'occupation font venir des colons russes et dépossèdent la population locale ? La fin des activités militaires n'est jamais un simple retour à la situation d'avant la guerre. **Ni « l'ordre » ni « la paix » ne doivent être confondus avec la justice et la libération.** Même si nous souhaitons ardemment qu'il n'en soit pas ainsi, les guerres ne sont pas toujours menées par des camps « également mauvais ». Et le plus souvent, « la couleur du drapeau sous lequel les travailleurs sont exploités » a bel et bien son importance. Cela dit, nous devons également nous garder de toute complaisance envers les camps « bons » ou « moins mauvais » et ne jamais présumer que leur victoire sera automatiquement bénéfique pour les opprimés.

Comme je ne dispose pas d'une connaissance approfondie de la situation en Palestine, en Syrie, au Kurdistan, en Nouvelle-Calédonie, au Yémen ou dans d'autres « points chauds » du globe, je me concentre sur l'Ukraine dans l'espoir de développer une solidarité populaire et de relier différentes luttes pour la libération, la reconnaissance et la justice sociale. Depuis 2022, dans le cadre de

**Sans justice
et sans égalité,
la « paix »
n'est qu'un mot
vide de sens**

l'aide aux travailleurs ukrainiens organisée par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, les syndicats indépendants et démocratiques entretiennent et développent des contacts avec nos camarades ukrainiens : syndicats de mineurs et de métallurgistes, de travailleurs médicaux, de cheminots, d'étudiants et d'enseignants. Nous discutons avec les hommes et les femmes de la classe ouvrière qui servent dans l'armée. Avec nos moyens limités, nous leur avons fourni du matériel de base que l'État n'était pas en mesure de leur fournir. Nous avons soutenu les civils dans les zones de front. Mais surtout, nous avons soutenu les efforts organisationnels et humanitaires des syndicats indépendants dans ce pays déchiré par la guerre. Nous organisons des réunions et invitons nos camarades ukrainiens à des événements internationaux.

Oubliez les présidents, les ministres et les généraux ! Leurs politiques et leurs alliances peuvent changer à tout moment. Nous avons déjà vu les dirigeants politiques américains flirter avec la Russie et prêts à conclure un accord au détriment des Ukrainiens. Nous avons vu les libéraux polonais jouer la carte des sentiments anti-ukrainiens pour tenter d'attirer les électeurs d'extrême droite. Nous avons vu les autorités turques utiliser cyniquement la question ukrainienne pour assurer leur domination sur la mer Noire. Parlez à la classe ouvrière organisée, aux féministes, aux groupes de défense du logement, aux communautés LGBTQ+ ! Nos actions doivent découler de la solidarité avec les opprimés et les exploités contre les oppresseurs et les exploités, avec les expulsés contre les expulseurs.

Nous sommes bien conscients que la fin de la guerre (quelle qu'elle soit) en

Ukraine ne signifiera pas la fin de la lutte. Depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie, la classe ouvrière ukrainienne est confrontée non seulement aux bombes et aux missiles russes, mais aussi aux coupes sociales et à la déréglementation du code du travail introduites par le gouvernement ukrainien. Dans le même temps, c'est la classe ouvrière qui fait fonctionner le pays et ce sont les travailleurs et les chômeurs qui se battent et meurent au front. Les autorités ukrainiennes invitent déjà les investisseurs internationaux dans le pays et leur promettent des profits énormes. La tentative très médiatisée du gouvernement américain de mettre la main sur les ressources minérales rares de l'Ukraine n'est que la partie émergée de l'iceberg. Pour les syndicats et les mouvements sociaux ukrainiens, cela signifie beaucoup de travail, pour lequel ils auront besoin du soutien international. Nous devons nous tenir aux côtés de nos frères et sœurs ukrainiens dans leur lutte contre les envahisseurs et les occupants russes, contre la politique irrationnelle et antisociale du gouvernement ukrainien et contre une reconstruction d'après-guerre basée sur une main-d'œuvre peu rémunérée, l'épuisement des ressources naturelles et le transfert des profits vers les paradis fiscaux (offshore).

En fin de compte, il ne s'agit pas de « paix », mais de justice et de lutte contre l'oppression et l'exploitation, et pour l'émancipation de la classe ouvrière ! Sans justice et sans égalité, la « paix » n'est qu'un mot vide de sens.

Varsovie, le 25 avril 2025

● **Ignacy Józwiak**, sociologue et anthropologue social, membre du syndicat Inicjatywa Pracownicza (Pologne), participant à la campagne « Soutien aux travailleurs ukrainiens ».



©ceriseslacooperative - Rennes, 8 mars 2025

POUR LA CONTRIBUTION DES FEMMES À LA PAIX CIVILE ET AUX DROITS DÉMOCRATIQUES

État des lieux : la montée des conflits guerriers et des violences sociétales

La guerre meurtrière menée en Ukraine par l'armée russe cristallise une crise géopolitique : celle-ci se traduit par l'antagonisme de blocs stratégiques (renforcement de l'OTAN...), par la course aux armements et par l'instauration d'une économie de guerre parasite¹, dont les grands bénéficiaires sont les lobbies militaro-industriels. En plus d'accumuler des opérations extérieures en Afrique subsaharienne condamnées par les peuples, la France est le deuxième vendeur d'armes au monde, à destination de dictatures en particulier. Dans le même temps, l'armée israélienne mène une guerre génocidaire sur le territoire de Gaza, qui menace le projet de création d'un État palestinien. Cette vague belliciste traduit une régression inquiétante à l'égard des acquis alimentés depuis la fin de la guerre froide, en matière de diplomatie et de désarmement et, à l'égard du rôle de

médiation et de régulation des relations internationales que doivent jouer l'ONU et le TPI (tribunal pénal international).

Dans un cadre national, est également inquiétante la lame de fond autoritaire et ethno-nationaliste qui ébranle les régimes politiques, y compris les plus anciens en matière de démocratie libérale, et met au pouvoir des gouvernements d'extrême droite.

Au sein des sociétés, les violences inter-catégorielles s'intensifient : citons notamment les violences policières à l'égard des migrants/es et des ressortissants/tes des minorités ethniques dans les quartiers populaires, le harcèlement scolaire...

Patriarcat et domination masculine à l'origine de cette « culture de violence ».

Force est de constater que les protagonistes de cette « culture de violence » sont d'abord les institutions régaliennes

de défense nationale (l'armée) et de maintien de l'ordre (la police), celles-ci étant de tradition patriarcale ou viriliste et dans lesquelles l'extrême-droite est valorisée. Les hommes sont les premières victimes de ces confrontations guerrières ou violentes, que ce soit du fait des morts et blessures au combat, des bavures policières ou au regard du taux d'incarcération pour délits et crimes sexuels et de sang. Les combats féministes en faveur de l'émancipation des femmes et de l'égalité en matière de droits juridiques, politiques et sociaux ont produit des résultats conséquents en un siècle sous nos latitudes. Leur corrélation avec les combats antiracistes, décoloniaux... dans une perspective intersectionnelle constitue une perspective encourageante. Pour autant, ces combats n'ont pas éradiqué le patriarcat ou la domination masculine², qui s'alimentent à la source du capitalisme, du néocolonialisme, de l'impéria-

1. Le projet de loi de programmation militaire : vers une « économie de guerre » parasite et dangereuse -Tribune collective aux «Invités de Médiapart», le 4 avril 2023. <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/04/06/le-projet-de-loi-de-programmation-militaire-2024-2030-un-pas-de-plus-vers-une-economie-de-guerre-parasite-et-dangereuse/>

2. Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil, 1998

lisme, du radicalisme politico-religieux (sionisme, islamisme...) ou d'un masculinisme revanchard (USA...).

Une étape à franchir : la défense des droits culturels des femmes et d'alternatives politiques féministes

En complément de la promotion des droits précités des femmes, il s'avère nécessaire de revendiquer celle de leurs droits culturels. Récuser la domination masculine nécessite d'affirmer le droit des femmes à la différence culturelle. Il incombe aux féministes et aux citoyennes de faire entendre, par le biais de leurs organisations propres, leur voix spécifique et constructive dans le concert des nations et au sein des sociétés.

Cette nouvelle étape est à concrétiser en réponse au déferlement belliciste précité. Une évolution significative est à saluer, marquée qu'elle est par la nomination de femmes aux premiers postes des États ou de l'Union européenne, en tant que présidente ou première ministre, présidente

de l'Assemblée nationale, ministre des Armées... Pour autant, au-delà de l'affichage médiatique ou de la compétence gestionnaire, il reste à ces femmes leaders à marquer leurs mandats de leur empreinte de genre. Cela passe par des stratégies de mise en débat des realpolitiks bellicistes, de recours à des solutions négociées, pacifiques, de médiation interculturelle, de reconversion d'industries militaro-industrielles parasites en industries de développement durable et à visage humain...

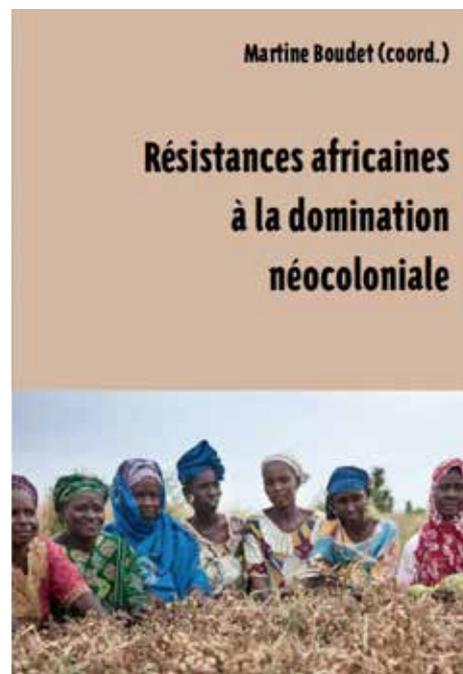
Le maintien des États de droit, et il faut l'espérer, leur progression, ainsi qu'un meilleur équilibre des relations internationales sont en partie à ce prix.

● **Martine Boudet**

chercheuse en anthropologie culturelle, directrice de *Résistances africaines à la domination néocoloniale* (Le Croquant, 2021)³ et de : *Urgence antiraciste - Pour une démocratie inclusive* - (Le Croquant, 2017)⁴.

3. <https://editions-croquant.org/actualite-politique-et-sociale/710-resistances-africaines.html>

4. <https://editions-croquant.org/hors-collection/384-urgence-antiraciste.html>





©Bilkis



LA PAIX EST IMPOSSIBLE SANS JUSTICE SOCIALE

La question de la paix est l'une des questions les plus profondes et les plus complexes auxquelles l'humanité est confrontée. Elle englobe d'innombrables concepts et approches. Mais elle a aussi une dimension profondément personnelle et concrète, surtout lorsque votre propre pays souffre de la guerre.

La première condition de la paix est la capacité à définir clairement ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, à faire la distinction entre les victimes et les agresseurs. Elle exige d'identifier les responsables de crimes et d'agressions militaires et de s'assurer qu'ils répondent de leurs actes.

La deuxième condition est la cessation immédiate des hostilités, la désoccupation des territoires saisis et le droit des personnes à rentrer chez elles.

À plus grande échelle, une paix durable n'est possible que si les dirigeants politiques et les personnes au pouvoir s'engagent véritablement à respecter les valeurs humanistes, telles que le caractère sacré de la vie, la dignité humaine et le bien-être, l'égalité, la justice, l'honnêteté et la solidarité.

Mais nous comprenons qu'une telle vision a peu de chances de se concrétiser de notre vivant. **Ces valeurs ne peuvent pas s'épanouir dans des systèmes politiques et économiques conçus pour profiter à quelques privilégiés, souvent au détriment de la majorité.**

Cela nous amène à une conclusion essentielle : la paix est impossible sans justice sociale.

Des guerres sont encore menées pour des ressources - terres, personnes, patrimoine culturel et richesses naturelles. À l'origine de ces conflits se trouve l'objectivation de la nature, de la culture et de la vie humaine, réduites à de simples instruments de gain économique ou politique.

Tant que cette recherche du profit restera une valeur dominante, tant qu'elle servira à mesurer la force et le statut d'un pays dans le monde, les guerres continueront.

Lviv, 23 Avril 2025

● **Yana Wolf** (Dotsenko), membre du groupe féministe ukrainien Bilkis.

RÉARMEMENT ! DISENT LES UNS, PAIX ! DISENT LES AUTRES

Les slogans ne font pas une politique, et surtout pas la cosmopolitique dont nous avons besoin.

Pour une partie de la gauche radicale, la guerre est un prétexte pour durcir les politiques austéritaires, et pour l'extrême droite européenne et états-unienne, elle résulte de la volonté des « élites mondialistes » de s'en prendre coûte que coûte à la Russie de Poutine. Regardons les choses en face. Le problème réel que nous ne pouvons nier c'est la coalition des impérialismes conquérants tous prêts à s'emparer par la force de territoires et de ressources pour augmenter leurs puissances économiques et militaires au mépris des principes élémentaires du droit international et sur le dos des populations. Et ces États sont tous également prêts à détruire tout ce qui peut ressembler à de la démocratie, même la plus minimale. En d'autres termes, la question urgente est de savoir que faire devant l'accélération de la destruction de ce qui reste de démocratie et de libéralisme dans les différents pays du monde ?

Soyons concrets. Faut-il abandonner non seulement l'Ukraine, mais aussi la Géorgie, la Moldavie, la Roumanie et les pays baltes aux désirs impérialistes de Poutine parce que la guerre est toujours mauvaise ? Faut-il abandonner le Groenland, Gaza, le Canada et le Panama à ceux de Trump parce que nous n'avons rien à lui opposer sinon la morale et la loi internationale ? Bien sûr que non. Qui serait assez fou pour dire que devant les guerres offensives et devant toutes les nouvelles menaces des puissances impérialistes il faudrait s'exclamer :

« paix à tout prix », « ne soutenons pas la défense militaire des pays menacés », « ne ripostons pas aux agressions de conquête ». Lénine, on peut au moins lui reconnaître ça, savait que le socialisme commençait avec le droit à l'autodétermination des peuples¹. Ce qui en est résulté en URSS est une autre affaire. Ce droit, il se défend par des rapports de force, hélas. La paix à tout prix, dans ces circonstances, n'est qu'une capitulation devant les États ennemis des peuples.

La contradiction à laquelle il faut tenter de se soustraire est la suivante : comment combattre le nationalisme quand on sait combien les nationalismes et les impérialismes sont contagieux. Le mimétisme est de rigueur dans l'histoire des États. Les populations agressées ou menacées n'y échappent généralement pas. Et les gouvernants sont les premiers à instrumentaliser ces agressions et ces menaces pour alimenter le nationalisme et le militarisme sans parler de toutes les formes d'embrigadement idéologique.

Aussi, convient-il de développer un contre-poison, que l'on appelle l'internationalisme. Il commence par les coalitions entre forces sociales prêtes à défendre les principes démocratiques partout dans le monde et les alliances entre pays destinées à s'opposer aux menées de tous les impérialismes. Question difficile : faut-il compter sur l'aide d'un pays impérialiste pour se défendre contre un autre impérialisme qui a déclenché une guerre de conquête ? La Résistance française au-

rait-elle pu libérer le pays du nazisme sans l'aide extérieure ? Le Vietnam en lutte pouvait-il se passer de l'aide soviétique ? Pas de dogme en la matière, l'efficacité de la lutte est à ce prix. L'internationalisme pratique, c'est aussi unir tous les mouvements qui se battent dans le monde contre leur propre État impérialiste, c'est aider les opposants russes, états-unien, chinois, et israéliens, et bien d'autres qui se battent pour la démocratie et refusent les guerres de leurs gouvernants.

Mais cela doit aller plus loin. Les impérialismes qui se déchaînent aujourd'hui sont des pathologies étatiques, des exacerbations des logiques souverainistes. Il n'est plus question ici d'urgence de la défense des populations contre les agressions, mais de perspective à plus longue échéance, celle de l'éradication de la domination étatique sur les populations. **L'internationalisme organisé du passé n'est plus suffisant.** Il importe de commencer à miner ou à miter la domination étatique **en développant toutes les formes politiques qui dessinent déjà des institutions d'autogouvernement.** C'est ce que Pierre Dardot et moi-même avons appelé « la cosmopolitique des communs ». Elle seule, dans le temps long, pourrait être capable d'arracher les racines institutionnelles de la guerre, à savoir les États fondés sur le principe de la souveraineté. Et comme toujours, la question pratique consiste à articuler les temporalités, l'urgence de l'autodétermination et l'horizon de l'autogouvernement.

● **Christian Laval**

¹ Lénine « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm>

ET L'ÈRE COLONIALE ENTENDIT SA FIN À BANDUNG ...

C'était le 18 avril 1955, s'ouvrait la conférence de Bandung en Indonésie.

L'idée d'une Conférence des pays-afro-asiatiques se concocte dès la fin de la seconde guerre mondiale. Il faut dire que **l'après guerre voit la montée de la revendication indépendantiste**. Arrachent leur indépendance, l'Inde en 1947, la Birmanie en 1948. l'Indonésie en 1947. De surcroît la signature des accords de Genève, dans la nuit du 20 au 21 juillet 1954, scelle l'armistice et l'indépendance du Vietnam, du Laos et du Cambodge. C'est donc désormais une trentaine de pays d'Asie qui sont indépendants. L'indépendance est dans l'air !

Le dit Groupe de Colombo rassemble la Birmanie, l'Inde, l'Indonésie, le Pakis-

tan, et Ceylan (désormais Sri Lanka), il est à l'initiative pour donner naissance à un événement rassemblant l'Afrique et l'Asie. Il s'agit de mettre un terme au colonialisme notamment en l'Afrique si peu avancée en ce sens en regard de l'Asie.

C'est ainsi que se trouvèrent ou retrouvèrent 29 pays, 15 d'Asie : Afghanistan, Birmanie, Ceylan, République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, les deux Vietnam. 9 pays du Moyen-Orient : Arabie Saoudite, Égypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Yémen. 5 pays africains : Ghana, Éthiopie, Liberia, Libye, Somalie, Soudan).

Sont aussi présents à Bandung des cadres militants, ainsi qu'une trentaine de dirigeants de mouvements de luttes anticoloniales, ils sont en situation d'observateurs. Selon les articles de presse du moment c'est plus d'un millier de personnes qui se feront les porte-voix de ceux qu'on appellera le *tiers-monde*, une expression, aujourd'hui repoussée. Elle était conceptualisée par le démographe et économiste français Alfred Sauvy.

Parmi le millier de participants, la presse française n'a pas manqué de souligner la présence de personnalités majeures, ainsi de Jawaharlal Nehru premier ministre indien, de Gamal Abdel Nasser en passe de devenir président de la République égyptienne, ainsi que de Zhou Enlai, compagnon de lutte de Mao Zedong, qui fut premier ministre de la République populaire de Chine, de 1949 à sa mort en 1976.

Parmi les principales décisions prises lors de la conférence de Bandung sont en tout premier lieu l'action pour la décolonisation et l'émancipation des peuples d'Afrique et d'Asie. Viennent ensuite l'action pour la coexistence pacifique et le développement économique, la non-ingérence dans les affaires intérieures, notamment de l'ex-puissance colonisatrice. Si la conférence appelle très fermement à la condamnation de l'impérialisme en général, elle lance un appel très vif à contribuer à briser l'apartheid en Afrique du Sud. Enfin, elle appelle à la lutte et au soutien

L'indépendance est dans l'air !



des pays non encore redevenus indépendants tout en privilégiant la solution pacifique et la négociation au conflit armé.

Il n'y a pas eu de « Bandung 2 » mais en avril 1955 Bandung, la Conférence de l'Afrique – Asie, à l'abri des logiques coloniales occidentales a rapproché et

donc renforcé les « damnés de la terre » dans leurs combats anti-impérialistes. On empruntera néanmoins à l'économiste Samir Amin, la remarque qu'il exprima quant à Bandung : « ce qui rapprochait les 29 pays réunis à Bandung, c'était le rêve qu'ils nourrissaient tous, celui de compléter la « reconquête » de leur indépendance politique par la

reconquête d'une indépendance économique et sociale. Pour les dirigeants nationalistes, l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin étant la liberté économique ».

● Catherine Destom Bottin



Les désirs guerriers de la modernité

Moderne : une polysémie dans les sciences sociales, mais un sens dominant comme nouveau, contemporain voire innovant, antinomique à l'ancien voire à l'obsolète. Si le modernisme qualifie l'engouement voire l'injonction à cette néophilie, la modernité recèle une problématisation de ce qui semble aller de soi, une réflexion critique sur ce qu'elle induit ou traduit, voire une autocritique de ses logiques inhérentes et de leurs impacts sociétaux : universalité ? rupture en soi et pour soi ? captation par le capitalisme ? arraisonement par la technique ? un style, un/une mode, une cause ? Dans cette filiation, et une approche éco-féministe et internationaliste décapante, l'auteure interpelle l'ambivalence du rapport à la guerre dans nos sociétés au cœur d'une histoire sensible de la modernité et des affects guerriers tant dans les élites intellectuelles qu'au sein des populations. Depuis les fascinations culturelles technologiques et idéologiques pour les conflits comme intensification de l'expérience de soi et mode de détermination de hiérarchies sociales, jusqu'à nos penchants actuels de mise à distance de morts lointains et compassion avec les morts proches, en passant par les nationalismes exacerbés, les adhésions actives au fascisme et nazisme, et la colonisation durable de nos imaginaires par les logiques patriarcales, nos sociétés ne cessent d'osciller entre anesthésie et frénésie générales. Une culture de paix, loin de rejeter les combats indispensables (liberté, égalité, justice, émancipation, écologie... ou contre l'anéantissement nucléaire) suppose de forger l'avenir en se fabriquant d'urgence d'autres héritages.

● Makan Rafatdjou

Les désirs guerriers de la modernité, Deborah V. Brosteaux, Éditions du Seuil, 2025, 214 p., 21,50 €



Fanon

Le film de Jean-Claude Barny nous emmène sur les traces de Frantz Fanon psychiatre et philosophe martiniquais, figure majeure de l'anti-colonialisme. Nommé chef de service à l'hôpital de Blida en Algérie en 1953, Fanon révolutionne les méthodes de prise en charge des malades et se heurte aux pratiques coloniales en vigueur. Il développe ses réflexions sur l'aliénation des peuples colonisés, rédige ses textes tard le soir et c'est l'occasion pour le spectateur ou la spectatrice d'écouter des extraits des idées qu'il développe dans *Peaux Noires, masques blancs*, ou dans *les Damnés de la Terre*.

Amené à cacher un militant du FLN blessé, dans son hôpital, Fanon rejoint naturellement la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Il rencontre Abane Ramdane militant révolutionnaire avec qui il lie une solide amitié.

Alexandre Bouyer, très inspiré dans le rôle de Fanon, Deborah François dans le rôle de Josie, sa femme, tous les deux forment un couple soudé et partagent les mêmes valeurs. Olivier Gourmet qui joue le rôle de Darmain, directeur de l'hôpital, défend des pratiques obsolètes et imprégnées du système colonial, et tente de freiner les avancées du psychiatre.

Un film à voir et à recommander.

● Sylvie Larue

Fanon, réalisé par Jean-Claude Barny, Biopic avec Alexandre Bouyer, Deborah François, Mehdi Senoussi, Stanislav Merhar, 2h13 en salle depuis le 2 avril 2025

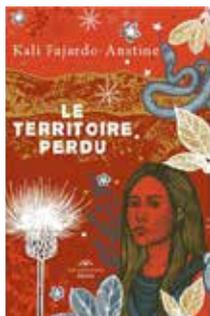


Le passé à venir, Repenser l'idée de génération

Trop peu disponible en français, T. Ingold est l'un des anthropologues contemporains les plus marquants, cultivant une approche singulière et l'inclusive des humains au sein de l'ensemble des interrelations des vivants caractérisés par leurs activités spécifiques. Ce manifeste appelle à renouveler nos modes de faire par une respons(h)abilité mettant fin à l'extériorité des humains dans le(ur) monde en abordant frontalement la dimension temporelle de tout vivant, déniée dans le présentisme dominant où la dissolution et instrumentalisation du passé et du futur constituent une négation mortifère de notre historicité. Or, le présent, temps concret de conscience et d'exercice de notre activité, est une suite d'instant fugaces quasi insaisissables mais d'une épaisseur incommensurable où se (re)jouent en permanence les articulations toujours recommencées constituant la complexité dialectique de l'entrelacement des temps. Génération devient ici un paradigme central avec un double sens. Celui, trop limité aujourd'hui à la production et créativité humaines, définissant chaque espèce vivante par sa modalité d'engendrement de la vie et du monde nécessaire à la vie incluant les autres espèces et les autres de son espèce. Et celui de « classes d'âges » inscrites aujourd'hui dans un régime successif étrié au détriment de leur enchevêtrement permanent qui caractérise le processus d'articulation non seulement entre ancêtres et descendants mais de la naissance à la mort d'un même sujet vivant.

● Makan Rafatdjou

Le passé à venir, Repenser l'idée de génération, Tom INGOLD, Éditions du Seuil, 2025, 252 p., 18,20 €



Le territoire perdu

D'origine pueblo, jamaïcaine et mexicaine, cette jeune autrice publie un roman aux sources autobiographiques, qui résonne fort avec notre actualité. A travers près d'un demi siècle se décrit une tranche d'histoire américaine. Les mines grisoutées sont en friches, quand sur des terres ancestrales, on détrousse les « autochtones » de leurs terres, sous-sol et maisons au bénéfice des chemins de fer et des prospecteurs de minerais rares...

Luz et Lisette, deux cousines, font leur jeunesse dans cet entre deux, entre rêves et quotidien à survivre, entre famille et travail, entre solidarité locale et Diego parti sur les routes. « Pidre comprit soudain qu'il venait de pénétrer dans l'étrange univers du mythe blanc ». Un choc que les exactions du KuKluxKhan confirment par ses descentes contre les « Noirs ». Aux maltraitances dans le travail ou dans l'espace public, on comprend vite que dans ce pays « seule la vie de certains Blancs a de la valeur ». Terrible constat. Les manifestations du KKK balisent une drôle d'application de l'article 1 de la constitution.

Même la monnaie ne vaut pas pareil, pas mieux que le travail : l'argent mexicain ou indien ne vaut plus rien, décrètent les prospecteurs, pour détruire tout, ruiner et s'accaparer ce territoire perdu.

Ce roman donne aux femmes un rôle majeur. Le beau rôle. Et par delà des nœuds à l'estomac, la voix profondément humaine de quatre générations. A la résilience perpétuée.

● Patrick Vassallo

Le territoire perdu, Kali Fajardo Anstine, Voix autochtones Seuil, 2025, 352 p., 23€



Les médias contre la gauche

L'association ACRIMED combat depuis de nombreuses années fausses informations et détournement des médias au profit des dominants. Elle a fait un point sur cette action en publiant en 2023 un livre « Les médias contre la gauche ». Cet ouvrage montre comment les médias dominants jouent un rôle actif dans la droitisation du débat public depuis quarante ans. Un processus qui s'est encore accéléré ces deux dernières années, en même temps que se dégradait les conditions d'expression et d'existence médiatique de la gauche.

A partir d'exemples concrets, en mettant en cohérence et perspective « dysfonctionnements » et manipulations, l'auteure aide à comprendre les mécanismes d'une hégémonie malsaine et de pratiques dévoyées. Comment les médias dominants ont marginalisé la gauche depuis 2017, en favorisant une bipolarisation autour d'Emmanuel Macron et Marine Le Pen, l'auteure décrypte le verrouillage du débat public et montre la transformation du journalisme.

Outil pratique, lecture aisée, voici un livre bien utile, que l'éditeur (Agone), après plusieurs milliers d'exemplaires vendus, a décidé de rééditer en poche. Disponible en librairie depuis le 18 avril., on peut aussi le commander en ligne !

● Patrick Vassallo

Les médias contre la gauche, Pauline Perrenot, Agone, 2025, 304 p., 15€



Mikado

Un van sur la route, dont on ne sait ni le but, ni la raison. Deux familles, un peu cassées, en bout de courses. Lesquelles ? Ce 3^e long métrage de Baya Kasmi nous plonge dans l'entre deux où les cassures de vie peuvent plonger une personne, un entourage, un parcours. Joué avec une proximité remarquable, alerte et grave à la fois, le récit de ce veuf, enseignant, ahanant sa vie, et de sa fille, enfermée dans sa douleur, leur fait rencontrer deux ados, jamais déclarés, donc inexistant légalement, Nuage et Zéphyr. La famille vit de boulots précaires, échappant aux griffes de l'Etat, ... jusqu'à ce que...

Car la société veille, l'enfant maltraité par son placement et une « famille d'accueil » se retrouve au tribunal. Qui est le prévenu dans cette affaire ? Ici le « road trip ».

La vie de Vincent et de Théa, son adolescente, va se trouver relancée par l'arrivée au gré d'une panne, et d'un accueil qui révélera les dessous d'âmes humaines que la justice et la norme sociale arriveront-ils à mater ?

Ce film évite le réquisitoire contre l'ASE ou la justice. Il n'en met pas moins en exergue les inhumanités et les angles morts. Ni procureur de la « vie en marge », ni appel à normaliser, il valorise les besoins de la liberté, son prix, ses ambiguïtés. Et renvoie chaque « destin » personnel aux dynamiques collectives. Un bel élan des cœurs.

● Patrick Vassallo

Mikado, Baya Kasmi, avec Félix Moati, Vimala Pons, Ramzy, 2025, 96 minutes.



RÉSISTER AUX OBSCURANTISMES PAR LA LIBERTÉ DE CRÉER ET PENSER

Les pages Culture du numéro 67 (mars dernier) de Ceries ont suscité des réactions de lectrices et lecteurs. Leurs contributions sont accessibles intégralement sur [le site](#).

Leïla Cukierman revient sur la créolisation et dans une première partie de texte survole son historique, vers l'émancipation. Elle précise en quelques chiffres l'état des discriminations y afférant. Et s'interroge en troisième lieu sur le champ des possibles de l'émancipation.

Fabien Barontini questionne quant à lui le 1% culture, revendication du Nouveau front Populaire : 1% du PIB pour quoi faire ? Certes obtenir ce 1% reviendrait à quadrupler le financement public de la culture. Ce n'est pas rien ! L'État aujourd'hui consacre à la culture à peu près autant... qu'en

1974 ! Les collectivités territoriales qui ont pris le relais des désinvestissement des pouvoirs publics et tentent -de façon inégale- de répondre aux besoins et exigences locales- tout compris y consacrent un montant plus que double de celui de l'État. Sur ces bases, Fabien Barontini décortique « le travail artistique ou comment sortir de la logique de l'entonnoir ». Et défriche quelques axes pour élaborer une réponse politique.

Michel Simonnot, presque en écho, demande s'il faut et comment défendre les services publics de la culture.

Voici donc une livraison de réflexions dont nous publions dans le numéro de mai des extraits (sélectionnés par nos soins). Un peu de compost dans la germination d'un projet de société qui peut créer et mobiliser le désir de sortie du capitalisme.

● **Patrick Vassallo**

LA CRÉOLISATION, ÉMANCIPATION

Tentative de présentation en survol.

En raccourcis historiques, comme une invitation à lire Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau, Frantz Fanon, René et Alain Ménil et tant d'autres dont Césaire évidemment.

Dans les plantations, installées en plusieurs endroits de la planète par les conquérants-colonisateurs européens, s'est institué un système d'exploitation industrielle forcenée et violente d'esclaves arraché.e.s à leurs univers ancestraux, déporté.e.s de différentes terres africaines, expressément mélangé.e.s dès l'embarquement (pour éviter toute velléité d'échange pouvant conduire à la révolte au cours du transbord), démultiplié.e.s de tout.

L'esclavage s'y renouvelait régulièrement par de « nouveaux arrivages ».

Dans la clôture de ces unités esclavagistes de plantation, sous la férule des maîtres blancs, les interactions de différents univers, les mélanges successifs ont fait émerger des sociétés, dont les langues créoles se sont structurées sensiblement de la même manière, malgré les dispersions, les distances et les différences.

On peut parler d'un précipité au sens chimique du terme, un composite culturel inédit où prédominaient l'allusif, la contraction riche en symboles, l'indicible partagé à l'aide du son, du rythme, de l'intonation, du geste, avec pour seuls instruments à disposition le corps, la voix, les matériaux de la nature et la mémoire.

Au fil de ses romans, recueils de poèmes, essais, Édouard Glissant instruit ce concept complexe qu'il propose comme

extensible au monde contemporain, au-delà même des conditions initiales de sa formation :

« La créolisation est imprévisible, elle ne saurait se figer, s'arrêter, s'inscrire dans des essences, dans des absolus identitaires ».

En corrélation avec les termes de :

- Relation, « ce qui relie, relaye et relate »,
- Identité- relation contraire à une identité-racine,
- Imprévisibilité,
- Intervalorisation contraire à la hiérarchie des valeurs,
- Rhizome Archipélique,
- Mondialité qui n'est pas la globalisation économique capitaliste, nommée mondialisation,



il le pense comme un processus, spécifique dans son surgissement mais désormais à l'œuvre à l'échelle du monde dans sa totalité, combinant des univers mentaux, des cultures en rencontres-confrontations- transformations sans cesse en magma.

Ce processus, dit-il, opère en poétique « *qui permet à chacun d'être là et ailleurs, enraciné et ouvert, perdu dans la montagne et libre sous la mer, en accord avec cette errance* », sur les traces du marronnage des esclaves.

La trace est un chemin, ouvert au coutelas dans la forêt tropicale, que l'on devine à peine s'il est peu pratiqué et s'est refermé, ce qui est le plus souvent le cas. C'est ce chemin qui mène à soi-même et à la liberté, aux possibles devenir.

(...) *Et combien cette conclusion résonne aux enjeux actuels ! :*

Comme tout artiste, chaque artiste racisé.e revendique une élaboration symbolique de soi, d'une singularité issue des archives de son corps, de sa langue, de l'interrogation de son énigme en rapport avec les mystères tragiques de la condition humaine. Mais ces singularités là,

faites de ces histoires multiples, de ces passés occultés par l'Histoire officielle ne trouvent que très peu de place sur les scènes publiques.

Comme tous les artistes, leur exigence nécessite du temps pour une maturation lente, une part expérimentale, un cheminement erratique. La substance de leur art ne tient pas d'une identité fermée mais du caractère unique de tout être humain confronté aux tragédies de l'humanité, tout entière contenue en chacun.e.

Dans ce tragique, aujourd'hui en France, il y a notamment la violence de l'exclusion et du racisme systémique.

La disqualification des œuvres des artistes assignés.e.s aux minorités, désignées comme « non universelles » perpétue la classification des civilisations ancrée dans l'inconscient culturel de la société française.

Cette classification issue du racisme colonial relève d'un racisme structurel. Et les milieux de l'art ne s'en exemptent pas malgré les déclarations d'intention et sans doute une totale bonne foi.

Aujourd'hui, partout sévit la violence tragique de l'exclusion d'une partie de l'humanité et du racisme systémique.

« *...cela que l'artiste exprime, révèle et soutient, dans son œuvre, les peuples n'ont cessé de le vivre dans le réel...* ».

Leurs œuvres, nourries d'imaginaires pluriels peuvent nourrir à leur tour des inventions qui ouvrent à des possibles et des utopies, un universel composé du divers, une « *universalité singulière* » condition d'une « *égalité* » (2 termes empruntés à Étienne Balibar).

La créolisation bouleverse les académismes consensuels, ouvre des

voies qui subvertissent l'ordre établi et contribue à l'invention d'un nouvel imaginaire à partager.

A l'écart des industries culturelles et du marché pourtant avides de sang neuf, ces artistes de la créolisation percutent des modes de vie et de pensée normatifs, dérangent les habitus.

Une fonction de l'art ?

● **Leïla Cukierman**

Extraits d'un texte rédigé dans le cadre du travail de l'Atelier « Culture, Émancipation »

Le programme du NFP affiche comme premier point de son volet culturel : 1% du PIB pour la Culture. Ce chiffre est en fait inspiré directement des programmes culturels du PCF et de LFI. Cependant, les représentants du NFP restent très peu diserts sur le comment et le pourquoi de ce 1% du PIB. (...)

Audacieux 1% du PIB !

Cette proposition représenterait à ce jour un budget culturel de 26 milliards €. Comparés aux 4,4 milliards € du budget 2023 du ministère de la culture, il s'agit tout simplement d'une multiplication par 6. Énorme.

a) Réalités actuelles des dépenses culturelles de l'état :

(...)
Pour estimer réellement le financement de la culture par l'État, il faut s'en tenir aux 4,4 milliards du ministère de la culture. (...) C'est peu. (...)

b) Estimer les dépenses des collectivités territoriales :

Reste alors à prendre en compte la réalité des financements des collectivités territoriales. Une étude récente du DEPS du ministère de la culture à partir des données transmises par Bercy montre qu'en 2023 les collectivités territoriales ont dépensé 7,8 milliards € pour la culture en fonctionnement et 2 milliards € en investissement. (...)

c) Du 1% de l'État à 1% du PIB :

Mais d'abord, il faut savoir comment le 1% du PIB a remplacé la revendication du 1% du budget de l'État. (...) La revendication de 1% du PIB a curieusement des origines plus anciennes. (...) Aujourd'hui reprise mécaniquement par

le NFP, elle n'est pas plus travaillée dans sa réelle dimension politique. Pourtant le travail artistique et culturel est aujourd'hui au cœur d'une contradiction nouvelle et importante du capitalisme à laquelle il faut répondre.

Le travail artistique ou comment sortir de la logique de l'entonnoir :

Il y a aujourd'hui nécessité d'aborder la question du financement public de la culture sous trois angles : une compréhension de l'aspect sociétal, un aspect politique : place de l'art dans un projet alternatif au capitalisme, la lutte politique dépendant de ces deux points précédents.

a) Travail artistique et société :

Les chiffres parlent d'eux même. Une étude récente du Ministère de la Culture (DEPS) concernant la place du travail artistique dans la société sur 25 ans entre 1995 et 2019 montre un accroissement du nombre d'artistes et d'emplois culturels dans la société de l'ordre de 70% (de 389 300 personnes à 661 000) alors que dans le même temps la population active est passée de 22,3 millions à 26,5 ; soit une augmentation de 19%. Les professions culturelles représentent 2,5% des actifs.

(...) Il est clair que la part croissante du travail intellectuel dans la société favorise cet intérêt ascensionnel pour les formes et artefacts symboliques produits par le travail artistique. À cela, nous devons ajouter le désir d'échapper aux formes du travail contraint du salariat habituel. (...) D'où la nécessité d'une conception du financement public de l'art qui favorise l'autonomie du travail des artistes¹. (...) Que faire ?

b) Quelques axes pour élaborer une réponse politique

Tout d'abord, le contrôle exercé par les médias sur l'espace public et l'imaginaire collectif ne doit pas nous impressionner. (...)

Il faut que les forces politiques anti-capitalistes comprennent l'importance du travail artistique pour l'émancipation humaine.

En cela, elle renouvellerait une tradition historique datant de Jaurès en passant par le Front populaire et la Libération, la collaboration du Parti Communiste Français avec des artistes fondamentaux. Mais dans un nouveau contexte qui comporte au moins deux axes d'approche.

Premièrement, on ne voit pas aujourd'hui de la part des forces anti-capitalistes

l'élaboration affinée d'un projet d'émancipation alternatif au capitalisme incluant, par exemple, le rôle des salariés comme responsables de la production (autogestion). Nous avons pourtant besoin d'une conception sociétale émancipatrice globale. C'est dans le cadre d'un tel projet que se situe le rôle émancipateur de l'art qui est développement des potentialités expressives et langagières de l'être humain, élargissement de la perception du vivant et ses mystères (Chamoiseau). **À cela, il faut ajouter un deuxième volet.** L'art peut devenir une alternative à l'enfermement mental produit par la société de consommation et son productivisme irrationnel. (...) À travers la question culturelle et artistique se pose la réponse à la crise du sens de notre société contemporaine.

Cela rappelle la remarque que faisait

¹ - Dans son ouvrage « *Les règles de l'art* », Pierre Bourdieu explique qu'au XIX^{ème} siècle les artistes, ayant gagné leur liberté par rapport au statut de domestique qu'ils occupaient sous l'ancien régime, ont dû rapidement trouver des stratégies pour affirmer leur autonomie relative par rapport à la pression du marché – des éditeurs de presse notamment mais pas que – en créant les conditions d'une maîtrise de leur travail concret. Bourdieu rappelle qu'une part de ces artistes imposait leur travail dans le marché sans répondre à une demande du marché. Évidemment, de nos jours, la puissance d'intervention des médias audiovisuels et des algorithmes liés aux plateformes culturelles dans le contrôle de l'espace public a corsé le problème et nécessite donc une réponse politique globale (*ndrl*).

Jean Vilar, très impliqué dans « le comité du 1% », réflexion toujours d'actualité : « ... (la campagne du 1%) est seulement un chiffre. C'est aussi imprécis du point de vue idéologique que peut être un chiffre »². Sortons donc du simple affichage d'un chiffre en campagne électorale. Les partis anti-capitalistes – dont les communistes – se doivent de donner toute son importance au travail artis-

tique. **Ne laissons pas le capitalisme et ses représentants politiques décider de tout et abîmer le potentiel d'utopie que portent, pour une bonne part, l'art et ses ouvriers.**

Et surtout ne jamais oublier que toute proposition programmatique du NFP n'a de sens et possibilité de réussite qu'à la condition qu'elle s'inscrive dans le

cadre d'un projet de société plus global d'émancipation où l'art occupe toute sa place. N'oublions pas que seul un projet de société peut créer et mobiliser le désir de sortie du capitalisme.

● **Fabien Barontini**

(extraits d'un travail rédigé dans le cadre de l'atelier culture/émancipation d'Alternative Communiste.)

2. « Conversation entre Jean Vilar et Jack Ralite » *La Nouvelle Critique*, spécial Avignon. 1970. P.11

DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS DE LA CULTURE ?

Il en va de la responsabilité des mouvements syndicaux, politiques pour revendiquer une politique publique de la culture respectant ses fondamentaux, comme cela l'a été dans l'histoire récente.

Il existe une difficulté. Elle réside dans l'affaiblissement, voire l'abandon progressif par les forces politiques et sociales, dans leurs programmes, depuis les années 1990, de la question de la *politique publique de la culture*.

Subsistent, certes, des préoccupations en termes de *services publics*, mais il s'agit là d'une vision de domaines séparés, qui se définissent par des activités distinctes. On défend, alors, *les services publics* plutôt que *la politique publique*.

De la même façon, on ne parle presque plus d'art, mais d'*activités artistiques*, le réduisant à des pratiques. On parlera de *création culturelle* plutôt que de création artistique : le mot art, perçu comme *élitiste*, est ainsi évité pour n'avoir plus à l'aborder.

Autrement dit, l'attention s'est portée sur une dimension pratique, plutôt revendicative, c'est-à-dire plutôt de type syndical que politique.

Bien sûr, se battre pour *des services publics* est, bien évidemment une nécessité, une urgence au quotidien. Mais, à moyen ou long terme, **seule une bataille politique pour la politique publique, donc pour ses principes, donnera une perspective** : affirmer l'art, la vie artistique, la création artistique, la vie culturelle comme une valeur sociale, indépendante de tout impératif de rentabilité économique, subventionnés au nom de l'intérêt général.

Si l'on veut repenser le fonctionnement et ses règles du secteur public, par exemple redéfinir ce que sont les institutions artistiques et culturelles ou déterminer les modalités du subventionnement, ce ne peut être que dans le cadre d'une pensée politique sur la politique publique et de l'intérêt général.

Cela inclura les rôles, fonctions et outils des collectivités publiques, dont l'État.

La destruction de la politique publique de la culture est d'autant plus grave qu'elle accompagne une offensive de la droite et de l'extrême droite contre la liberté artistique, intellectuelle, scientifique. La menace est d'autant plus forte qu'elle est totalement affirmée, revendiquée. On le voit dans des Conseils régionaux, des Conseils départementaux, des municipalités.

Les refus de « financer » l'art contemporain se répandent. L'accusation de « wokisme » tend à se généraliser. On voit trop peu d'élus de gauche, sans doute par peur, véritablement s'opposer à cette montée frontale de ce qu'il faut bien nommer « fascisme ».

Il existe des initiatives de résistance, des manifestations d'opposition. Elles traduisent une attitude de type défensif face à un mouvement qui gagne du terrain. La question se pose : quelle mobilisation offensive, revendicatrice, affirmatrice de tous les principes fondateurs de la démocratie ? ●

Cet article est la conclusion d'une tribune, disponible en intégralité sur le site de Cerises La Coopérative, que **Michel Simonnot**, Sociologue et écrivain, Auteur de *La langue retournée de la culture* aux Éditions Excès et de *Traverser la cendre* aux Éditions Espaces 34 nous a proposé de publier.



**400
auteur-e-s de
BD
appellent au
boycott
du festival
d'Angoulême**



L'appel de 400 auteur-e-s à boycotter le festival d'Angoulême a été publié par l'Humanité à l'initiative du syndicat STAA et de MeetoBD.

La création du festival d'Angoulême avait consacré la BD comme un art, une affaire sérieuse, et reconnue. Plus d'un demi siècle après, les démons de l'époque y frappent à leur tour. L'association organisatrice, l'ADBDA s'apprête à fusionner avec la société 9eArt. Les réponses données aux auteur-e-s ont été assez évasives pour ne rassurer personne. Sauf celles et ceux qui ne voient dans la BD qu'un objet de succès et le sujet d'une rentabilisation sans foi ni loi ; car si l'impertinence des débuts a laissé un (trop) la place à de l'esthétique soignée et des propos plus policés, la gestion du festival ne fait guère consensus. Le licenciement d'une salariée qui avait dénoncé un viol avait mis un coup de projecteur sur les revers de la médaille. Le recours à nombre de précaires, une banalité certes !, a pu émouvoir. En s'emparant de la question MeetoBD entend ne laisser aucune omerta cacher l'ignoble. Le 7° Art n'échappe pas au mouvement, à la révolution féministe, qui « fait le ménage » contre la domination masculine et le « tout est permis ».

Aujourd'hui c'est la marchandisation de cet évènement qui est contestée. A juste titre le STAA rappelle que » en plus de 50 ans d'existence, le festival d'Angoulême est devenu un évènement incontournable de la BD, c'est grâce aux acteur.ice-s qui le font vivre et qui l'animent : travailleur.euse-s de la BD, auteur.ices, éditeur.ice-s, traducteur.ices, journalistes et critiques... et bien entendu les lecteur.ices, par leur fidélité à cet évènement ».

Le Festival d'Angoulême est confronté à des choix décisifs compte tenu de son succès et face aux tentatives de marchandiser toute l'activité culturelle. Comme bien d'autres ici il ne pourra échapper à interroger son fonctionnement. L'exclusion des actrices et acteurs du secteur, artistes comme technicien-ne-s pourra-t-elle durer ?

Les grands festivals ne peuvent se contenter de devenir de grandes foires, vitrines d'un secteur culturel, en se contentant du buzz de l'évènement sans en faire une vraie reconnaissance, une fête de toutes celles et ceux qui concourent à sa production, sa diffusion et son succès.

● **Patrick Vassallo**



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>